

CAHIER DES CHARGES

COPIE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Grande Instance de PARIS séant dite Ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

EN LA FORME PRESCRITE EN MATIERE DE SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT

A FONTENAY AUX ROSES (Hauts de Seine) 14 – 16 avenue Lombart,
une maison sur un terrain de 10a 57ca.

Aux requêtes poursuites et diligences de la SELAFA M.J.A représentée par Maître Frédérique LEVY, Mandataire Judiciaire, demeurant 102 rue du Faubourg Saint Denis à PARIS 10 ème, agissant en qualité de Liquidateur de :

- Madame Rose Marie NIA NGONGO, née le 8 août 1953 à BAFANG (Cameroun), de nationalité camerounaise, épouse de Monsieur Jean Michel TEKAM, demeurant 14 avenue Lombart à FONTENAY AUX ROSES (Hauts de Seine).

- Monsieur Jean Michel TEKAM, né le 5 octobre 1940 à BATOUFAM (Cameroun), de nationalité camerounaise, époux de Madame Rose Marie NIA NGONGO, demeurant 14 avenue Lombart à FONTENAY AUX ROSES (Hauts de Seine).

Fonctions auxquelles elle a été nommée par suite :

- d'un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de PARIS le 29 juin 1995 ayant prononcé la liquidation judiciaire de la SNC NUBIA BENIN, Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM, Monsieur Jean Michel TEKAM et la SARL PHARMACIE DU BENIN, et désigné Maître Gérald AYACHE en qualité de liquidateur.

- d'un jugement rendu par ledit tribunal le 30 mai 2013 ayant désigné en qualité de liquidateur la SELAFA M.J.A en la personne de Maître Frédérique LEVY en remplacement de Maître AYACHE.

Ayant pour Avocat Maître Marie-Claude AZAN-BERGHEIMER, Avocat au Barreau de PARIS, demeurant 176 boulevard Haussmann à PARIS 8ème.

Laquelle se constitue à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de vente et leurs suites.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

La présente vente est poursuivie en vertu de l'ordonnance rendue par Monsieur Louis MARTIN, Juge Commissaire au Tribunal de Commerce de PARIS et à la liquidation judiciaire de la SNC NUBIA BENIN, Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM, Monsieur Jean Michel TEKAM et la SARL PHARMACIE DU BENIN le 2 décembre 2015 publiée au Service de la Publicité Foncière de VANVES 2 le 19 février 2016 volume 2016 S numéro 6.

Dont le texte est donné ci-après :

« Nous, Monsieur Louis MARTIN, Juge Commissaire à la liquidation judiciaire de :

- la SNC NUBIA BENIN,
- Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM,
- Monsieur Jean Michel TEKAM,
- SARL PHARMACIE DU BENIN,

« Vu l'article L 622-16 du Code de Commerce ancienne numérotation,

« Vu les articles 125 et suivants du Décret du 27 décembre 1985,

« Vu les dispositions de l'article 697 du Code de Procédure Civile Ancien,

« Vu la requête présentée par la SELAFA MJA en la personne de Maître Frédérique LEVY et les motifs qui y sont exposés,

« Vu le rapport d'expertise du Cabinet GP du 29 décembre 2014,

« Vu l'audience du 25 novembre 2015 à laquelle étaient présents :

- Madame Rose Marie TEKAM
- Maître Patrick CANET, ès qualité Mandataire ad hoc de Monsieur Jean-Michel TEKAM

- la SELAFA MJA, prise en la personne de Maître Frédérique LEVY, ès qualité liquidateur
- Maître Maryvonne EL ASSAAD, Avocat de la Société Générale
- Maître Marie-Claude AZAN-BERGHEIMER, Avocat de la SELAFA MJA

« Vu l'accord de Madame Rose Marie TEKAM, de Maître Patrick CANET et de la Société Générale, à une vente aux enchères publiques,

« Ordonnons la vente aux enchères publiques des biens et droits immobiliers ci-après désignés, dépendant de l'actif de la liquidation judiciaire de Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM, Monsieur Jean Michel TEKAM, la SNC NUBIA BENIN et la SARL PHARMACIE DU BENIN, en la forme des saisies immobilières, à la barre du Tribunal de Grande Instance de PARIS, par le ministère de Maître BERGHEIMER, Avocat à la Cour, 176 boulevard Haussmann 75008 PARIS - Vestiaire E 769

« DESIGNATION DES BIENS

« Une propriété sise à FONTENAY AUX ROSES (92 260), 14 -16 rue Lombart, comprenant :

« Une MAISON élevée sur caves,

« D'un rez-de-jardin de trois chambres, une salle d'eau, cuisine, lingerie, W.C., cave et chaufferie,

« D'un rez-de-chaussée divisé en : entrée, cuisine, bureau, une salle à manger, salon, W.C.

« D'un premier étage divisé en : trois chambres, lingerie, salle de bains, salle d'eau,

« D'un second étage divisé en : salle de jeux, deux chambres, une salle de bains,

« Grenier au-dessus.

« Atelier derrière la maison, élevé sur terre-plein d'un rez-de-chaussée vitré – garage à la suite.

« Jardin.

« Le tout d'une superficie de 1 057m²

« Cadastré section Y n°136 pour une contenance de 10a et 57 ca.

« Tels que lesdits biens immobiliers existent, s'étendent poursuivent et comportent avec toutes les aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve, des différentes parties qui les composent, alors

même qu'elles auraient été omises dans la désignation qui précède avec tous immeubles par destination, toute augmentation et toute construction et amélioration.

« Les biens susvisés ont été acquis par Monsieur Jean Michel TEKAM, né le 5 octobre 1940 à BATOUFAM (Cameroun) et Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM née le 8 août 1953 à BAFANG (Cameroun), suivant acte reçu le 13 novembre 1987, publié le 22 décembre 1987, Volume 1987 P, numéro 10631.

« EN UN LOT

« SUR LA MISE A PRIX DE : SIX CENT MILLE EUROS (600 000 €)

« Avec faculté de baisse de mise à prix d'un quart puis d'un tiers à défaut d'enchères.

« AUTORISONS la SELAFA MJA, prise en la personne de Maître Frédérique LEVY ès qualités, à faire faire, outre l'insertion sommaire

« 1/ une annonce sommaire indicative de la vente dont il s'agit dans les journaux suivants :

« Le Figaro
« Les Echos

« 2/ trois annonces sur internet :

« Site Licitor
« Site de l'Ordre des Avocats du Barreau de Paris
« Site du Conseil National des Administrateurs et Mandataires Judiciaires

« DISONS qu'il pourra être mis un terme à la procédure de vente aux enchères publiques, et qu'une cession amiable pourra être autorisée en cas d'offre d'acquisition pour un montant qui ne pourra être inférieur à UN MILLION D'EUROS (1 000 000 €) net vendeur.

« DISONS que les éventuelles offres d'acquisition devront être présentées par le Liquidateur au Juge Commissaire pour lui permettre de statuer sur ces offres au plus tard le 5 septembre 2016.

« DISONS que la SELAFA MJA, prise en la personne de Maître Frédérique LEVY, sera autorisée à encaisser le prix de cession, en deniers ou quittances avec ou sans subrogation, consentir à cet effet toute mainlevée ou radiation.

« DISONS que la SELAFA MJA, prise en la personne de Maître Frédérique LEVY, ou son délégataire, procédera à la distribution du prix de cession et que les frais et honoraires ainsi que les émoluments selon le barème de la procédure d'ordre, seront employés en frais privilégiés de

distribution du prix ou réglés conformément aux dispositions de l'article R 663-30 du Code de Commerce.

« DESIGNONS dans le cadre de la vente aux enchères publiques la SCP LOUVION PLUMEL, Huissier de Justice à BOULOGNE BILLANCOURT (92), 23 -29 rue de la Belle Feuille, pour

- dresser le Procès-Verbal de description des biens susvisés,
- vérifier les conditions d'occupation,
- faire établir par un technicien tous les diagnostics nécessaires à la vente,
- faire visiter les lieux aux éventuels acquéreurs dans la quinzaine qui précède l'adjudication pendant une durée de deux heures.

Si besoin est avec l'assistance d'un serrurier, d'un représentant de la force publique ou de toute personne visée à l'article L 142-1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, offrant de vous en référer en cas de difficulté.

« DISONS qu'il sera fait application des dispositions de l'article L 663-1 du Code de Commerce.

« DISONS que la présente ordonnance devra, conformément aux dispositions de l'article 126 du Décret du 27 décembre 1985, être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à :

« . La SELAFA M.J.A, prise en la personne de Maître Frédérique LEVY, Mandataire Judiciaire, 102 rue du Faubourg Saint Denis – 75010 PARIS

« . Maître Patrick CANET, ès qualité Mandataire ad hoc de Monsieur Jean-Michel TEKAM

« 53 bis quai des Grands Augustins – 75006 PARIS

« . Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM 14 avenue Lombart – 92260 FONTENAY AUX ROSES ;

« La SNC NUBIA BENIN, prise en la personne de Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM, 14 avenue Lombart – 92260 FONTENAY AUX ROSES ;

« La SARL PHARMACIE DU BENIN, domiciliée chez Madame Rose Marie NIA NGONGO TEKAM, 14 avenue Lombart – 92260 FONTENAY AUX ROSES ;

« . Madame Maryvonne EL ASSAAD, Avocat 9 rue Jean-Baptiste PIGALLE -75009 PARIS

« Maître BERGHEIMER, Avocat 176 boulevard Haussmann – 75008 PARIS

« La SOCIETE GENERALE, Agence sise 40 avenue des Terroirs de France – 75012 PARIS, créancier inscrit, Domicile élu au Cabinet de Maître Frédérique LEPOUTRE; Avocat 3 – 5 -7, avenue Paul Doumer - 92500 RUEIL MALMAISON.

« La SOCIETE GENERALE, Agence sise 40 avenue des Terroirs de France – 75012 PARIS, créancier inscrit Domicile élu en l'Etude de Maître HECK, Notaire, 5 rue des Ecoles -92330 SCEAUX.

« La BNP PARIBAS, Agence sise 168 avenue Charles de Gaulle – 92200 NEUILLY SUR SEINE, créancier inscrit, Domicile élu en l'Etude de la SCP DUFOUR, Notaire, 15 boulevard Poissonnière -75002 PARIS,

« L'ORDRE NATIONAL DE PHARMACIENS 4 avenue Ruisdael -75008 PARIS. »

« Fait à PARIS le 02/12/15

DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Une propriété sise à FONTENAY AUX ROSES (Hauts de Seine), 14 -16 avenue Lombart, comprenant :

Une maison élevée sur caves,

- d'un rez-de-jardin divisé en deux pièces, salle d'eau, W.C., trois caves, chaufferie, dégagement,
- d'un rez-de-chaussée divisé en entrée, cuisine, deux bureaux, une salle à manger, salon, W.C., office, dégagement,
- d'un premier étage divisé en trois chambres, salle de bains, salle d'eau, W.C.,
- d'un second étage divisé en salle de jeux, deux chambres, salle de bains,
- Grenier au-dessus.

Atelier derrière la maison, élevé sur terre-plein d'un rez-de-chaussée vitré, garage à la suite.

Jardin.

Cadastrée section Y numéro 136 pour une contenance de 10a 57ca.

Tel au surplus que ledit immeuble, existe, s'étend, se poursuit et comporte avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

ORIGINE DE PROPRIETE

En la personne de Monsieur et Madame TEKAM

Les biens et droits immobiliers présentement mis en vente appartiennent à Monsieur Jean Michel TEKAM et Madame Rose Marie NIA NGONGO, son épouse, susnommés, pour les avoir acquis étant mariés sans contrat à BARE HOCK (Cameroun) le 25 juin 1975, de :

Monsieur Guy André THION et Madame Etienne Gabrielle Octavie MAUGE, son épouse.

Nés, savoir :

- Monsieur à ORLEANS (Loiret) le 13 janvier 1938.
- Madame AU PERRY EN YVELINES (Yvelines) le 24 octobre 1937.

Suivant acte reçu par Maître AN TOMARCHI-LAME, Notaire à PARIS, le 13 novembre 1987 publié le 22 décembre 1987 volume 1987 P numéro 10631 au 2^{ème} bureau des hypothèques de VANVES.

Moyennant le prix principal de 2 900 000 francs, payé comptant ainsi qu'il résulte dudit acte qui en contient quittance, au moyen d'un prêt consenti par la SOCIETE GENERALE.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs, tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant lequel ne pourra en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

CONDITIONS DE VENTE

ARTICLE PREMIER — TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ

L'adjudicataire sera propriétaire par le seul fait de l'adjudication, sauf exercice d'un droit de préemption ou assimilé.

Il prendra les biens dans l'état où ils se trouveront au jour de cette adjudication, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, le liquidateur, le débiteur ou ses créanciers pour surenchère, dégradations, réparations, curage de puits, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits des éboulements et glissements de terre, l'adjudicataire devant en faire son affaire personnelle à ses risques et périls sans aucun recours pour quelque cause que ce soit contre le poursuivant.

ARTICLE DEUX — SERVITUDES

L'adjudicataire, soit qu'il y ait ou non déclaration, jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, qu'elles résultent des lois et des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites Domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans aucun recours contre le poursuivant, l'Avocat rédacteur du cahier des charges, le liquidateur, le débiteur ou les créanciers.

Les renseignements d'urbanisme feront éventuellement l'objet d'un dire ultérieur.

ARTICLE TROIS — ENTRÉE EN JOUISSANCE

L'adjudicataire, bien que propriétaire par le fait seul de l'adjudication, n'entrera néanmoins en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation, qu'à l'expiration du délai de surenchère, et, en cas de surenchère, que le jour de l'adjudication définitive sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué en totalité, par la perception des loyers ou fermages qu'à partir du premier jour du terme qui suivra cette adjudication, et, en cas de surenchère, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra l'adjudication définitive.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location, selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.
- d) Si l'immeuble est occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, qu'à l'expiration du délai de surenchère et en cas de surenchère que du jour de l'adjudication définitive.

L'adjudicataire fera son affaire personnelle, sans aucun recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions et indemnités d'occupation qui s'avèreraient nécessaires.

ARTICLE QUATRE — CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'adjudicataire supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, dès l'adjudication définitive.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété afférentes à l'exercice en cours, à compter de l'entrée en jouissance, et notifier sans délai son identité au Syndic dans les termes de l'article 6 du décret 67.223 du 17 mars 1967.

ARTICLE CINQ — BAUX ET LOCATIONS

L'adjudicataire fera son affaire personnelle des locations verbales existantes pour le temps qui en restera à courir au moment de l'adjudication, d'après l'usage des lieux et dans les termes des lois et décrets en vigueur.

Il fera son affaire personnelle pour le temps qui en restera à courir des baux faits par le débiteur sauf à invoquer les nullités dont ceux-ci pourraient être entachés.

L'adjudicataire sera subrogé dans les droits du liquidateur, des créanciers ou de leur représentant pour faire annuler s'il y a lieu les baux ci-dessus visés.

En outre, les baux n'ayant pas acquis date certaine avant l'ordonnance du Juge-Commissaire ou qui seraient entachés de fraude, pourront être annulés et ceux postérieurs à ladite ordonnance devront l'être si dans l'un ou l'autre cas l'adjudicataire le demande.

L'adjudicataire tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés au débiteur. Si ces sommes sont productives d'intérêts au profit des locataires, soit conventionnellement soit dans les termes de la loi, l'adjudicataire tiendra compte à ses locataires du montant de ces intérêts, soit au taux stipulé, soit au taux légal et il en effectuera ce paiement en autant de fractions qu'il y aura de termes de loyers, et, lors du paiement de chacun de ces termes, en ce qui concerne les intérêts conventionnels, et aux époques fixées par la loi en ce qui concerne les intérêts légaux.

Les clauses ci-dessus qui concernent les loyers d'avance imputables sur le ou les derniers termes de la jouissance du locataire ne s'appliquent pas aux termes de loyers qui se paient par anticipation (termes à échoir).

La déclaration qui en sera faite, soit au cahier des charges, soit dans un dire, n'enlèvera pas à l'adjudicataire le droit de les toucher dès leur exigibilité sous la condition d'avoir au préalable acquitté les frais de poursuites indiqués à l'article 8 ci-après et les droits d'enregistrement et autre du jugement d'adjudication indiquée à l'article 7 ci-après, et d'avoir justifié desdits paiements.

L'adjudicataire sera subrogé à ses risques et périls, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations du débiteur, tels que ces droits et obligations résultent des divers lois et décrets intervenus en matière de loyers (notamment en ce qui concerne les congés et prorogations, augmentations ou diminutions de loyers, demandes en renouvellement en matière de propriété commerciale, etc) qu'il y ait eu ou non déclaration à ce sujet dans le présent cahier des charges, sans aucune garantie, ni recours contre le poursuivant, l'Avocat rédacteur du cahier des charges, et sans que ces derniers puissent être inquiétés ou recherchés à ce sujet.

Les droits de préemption de toutes natures ou assimilés s'imposeront à l'adjudicataire.

L'adjudicataire devra se reporter aux dires éventuels sur les baux et locations à la fin du présent cahier des charges.

ARTICLE SIX — ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

Le poursuivant n'ayant pu être en mesure de vérifier si l'immeuble en vente est ou non assuré, l'adjudicataire sera tenu de le faire assurer contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme au moins égale à son prix d'adjudication.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité sera remise de plein droit au liquidateur à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

L'adjudicataire fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits.

ARTICLE SEPT — DROITS D'ENREGISTREMENT ET AUTRES

L'adjudicataire sera tenu d'acquitter, en sus de son prix tous les droits d'enregistrement, de greffe et autres auxquels l'adjudication donnera lieu.

Si l'immeuble présentement vendu, hors taxes, est soumis au régime de la T.V.A., l'adjudicataire devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur et à sa décharge, en sus du prix d'adjudication ; les droits découlant du régime de la T.V.A. dont ce dernier pourra être rendu redevable à raison de l'adjudication, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'adjudicataire à se prévaloir d'autres dispositions fiscales, et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'adjudicataire que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre le locataire.

ARTICLE HUIT — FRAIS DE POURSUITES

L'adjudicataire paiera entre les mains et sur la quittance de l'Avocat poursuivant, en sus de son prix et dans les vingt jours de l'adjudication définitive, à la somme à laquelle auront été taxés, les déboursés faits pour parvenir à la vente et à l'adjudication des biens sus-désignés et dont le montant sera déclaré avant l'adjudication.

L'adjudicataire paiera également, dans le même délai, entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en plus du pris de l'adjudication, le montant des émoluments et déboursés fixés par le tarif en vigueur, majorés de la T.V.A applicable.

Le titre d'adjudication ne pourra être délivré par le Greffe du Tribunal qu'après la remise qui aura été faite de la quittance desdits déboursés et droits visés aux deux précédents alinéas, laquelle quittance demeurera annexée à la minute du jugement d'adjudication.

ARTICLE NEUF — LEVÉE DU TITRE D'ADJUDICATION

L'adjudicataire sera tenu, à ses frais, de se faire délivrer le titre d'adjudication, et de faire signifier celui-ci par extrait, conformément à l'article 716 ancien du Code de procédure civile.

Faute par lui de satisfaire à cette condition, les vendeurs pourront se faire délivrer le titre d'adjudication et la copie, aux frais de l'adjudicataire, par le Greffe du Tribunal, trois jours après une sommation d'avoir à justifier de l'exécution des clauses et conditions du cahier des charges.

ARTICLE DIX — PUBLICATION

Dans les deux mois de l'adjudication, l'Avocat de l'adjudicataire sera tenu, en se conformant aux prescriptions de la loi :

- 1°) de publier le jugement d'adjudication au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- 2°) de notifier par acte du Palais au liquidateur ou au poursuivant l'accomplissement de cette formalité ;

Le tout aux frais de l'adjudicataire et à peine de folle enchère.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, les Avocats du liquidateur, du poursuivant ou de tout créancier inscrit, pourront, sauf à se régler entre eux, procéder à la publication du jugement, le tout aux frais de l'adjudicataire.

A cet effet, l'Avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le Greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'Avocat de l'adjudicataire, par acte du Palais ; lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification, à peine de folle enchère, celle-ci ne pouvant être arrêtée que par le remboursement de ces frais.

Une inscription de privilège de vendeur pourra être prise, conformément aux dispositions légales, aux frais de l'adjudicataire.

ARTICLE ONZE — VERSEMENT DU PRIX

Au plus tard à l'expiration du délai de trois mois de l'adjudication, l'adjudicataire sera tenu impérativement et à peine de folle enchère de verser au compte de dépôt ouvert par le liquidateur à la Caisse des Dépôts et Consignations, la totalité du prix de l'adjudication y compris les intérêts au taux légal à compter du jour où la vente est devenue définitive jusqu'au jour du paiement.

ARTICLE DOUZE — PROHIBITION DE DÉTÉRIORER L'IMMEUBLE VENDU

Avant le paiement intégral du prix, l'adjudicataire ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition, ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de la folle enchère.

ARTICLE TREIZE — TITRES DE PROPRIÉTÉ

Le poursuivant n'ayant pas en sa possession les titres de propriété des biens vendus, l'adjudicataire n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

ARTICLE QUATORZE — RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Les enchères ne seront reçues, conformément à la loi, que par le ministère d'Avocats postulants exerçant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

ARTICLE QUINZE — DES COMMANDS ET DES COADJUDICATAIRES

Dans le cas où l'adjudicataire userait de la faculté de déclarer command, ceux qu'il se serait substitués en totalité seraient obligés solidairement avec lui au paiement de la totalité du prix et à l'accomplissement des charges de l'enchère.

Si la déclaration de command n'est que partielle, l'action résolutoire, la folle enchère et les autres droits réels du débiteur seront indivisibles, mais le command ne sera personnellement tenu que jusqu'à concurrence du prix résultant de sa déclaration.

Les coadjudicataires seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de l'adjudication.

ARTICLE SEIZE — FOLLE ENCHÈRE

A défaut, par l'adjudicataire, d'exécuter l'une des clauses et conditions de l'adjudication, de payer tout ou partie de son prix comme il est dit à l'article 11, le liquidateur pourra lui enjoindre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de faire le versement sous peine de revente sur folle enchère dans les formes prescrites par les articles 733 anciens et suivants du Code de procédure civile.

Si le prix de la nouvelle adjudication est inférieur à ce qui sera dû alors en principal et intérêts sur le prix de la première, le fol enchérisseur sera contraint au paiement de la différence en principal et intérêts, par toutes les voies de droit, conformément à l'article 741 a ancien du Code de procédure civile.

Dans tous les cas, le fol enchérisseur devra les intérêts de son prix du jour de son adjudication, conformément aux clauses du cahier des charges, jusqu'au jour de l'entrée en jouissance du nouvel adjudicataire.

L'adjudicataire sur folle enchère devra toujours payer à l'Avocat qui aura poursuivi la première vente la totalité des déboursés et droits de vente qui ne lui auraient pas été soldés par le fol enchérisseur ; il pourra les recouvrer contre ce dernier.

Dans le cas où le prix principal de la seconde adjudication serait supérieur à celui de la première, la différence appartiendra à la liquidation et aux créanciers.

En aucun cas, le fol enchérisseur ne pourra répéter, soit contre le nouvel adjudicataire, soit contre le vendeur, auxquels ils demeurent acquis, à titre de dommages-intérêts, les déboursés et droits de vente, ni ceux d'enregistrement, de greffe, de levée de grosse, de signification et de publication au bureau des hypothèques et tous autres droits et taxes qu'il aurait payés, et qui profiteront au nouvel adjudicataire, lequel n'aura, en conséquence, ni à les payer, ni à en tenir compte à personne.

Cette clause ne s'applique pas aux frais d'ordre que le liquidateur pourra toujours, s'il en a fait l'avance, employer par préférence sur le prix, conformément à l'article 759 du Code de procédure civile.

Le fol enchérisseur ne pourra également répéter contre le liquidateur ou les créanciers inscrits auxquels ils demeureront acquis, les intérêts du prix dont le versement aurait été effectué en vertu de l'article 11 qui précède.

L'adjudicataire sur folle enchère entrera en jouissance dans les conditions stipulées à l'article 3 qui précède. Il devra les intérêts de son prix du jour de l'adjudication sur folle enchère, le tout sauf le recours du liquidateur ou des créanciers contre le fol enchérisseur pour les intérêts courus antérieurement.

Il devra faire publier son jugement d'adjudication dans les termes de l'article 10 ci-dessus et sera tenu de se conformer aux clauses et conditions du présent cahier des charges en tant qu'elles ne contiennent aucune disposition contraire au présent article.

ARTICLE DIX-SEPT — ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le Tribunal de Grande Instance devant lequel la présente vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître de toutes contestations relatives à l'exécution des conditions de l'adjudication et à ses suites, quels que soient la nature desdites contestations et le lieu du domicile des parties intéressées.

ARTICLE DIX-HUIT — ÉLECTION DE DOMICILE

L'adjudicataire sera tenu d'élire domicile dans le ressort du Tribunal de Grande Instance du lieu de la vente pour l'exécution des charges et conditions de l'adjudication, sinon et par le fait seul de l'adjudication, ce domicile sera élu de droit au cabinet de son Avocat qui se rendra adjudicataire.

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'Avocat constitué en tête du présent cahier des charges, lequel continuera d'occuper pour lui sur la poursuite de vente dont s'agit.

Dans le cas où l'une des parties changerait de domicile élu, la nouvelle élection devra toujours être faite dans le ressort du Tribunal de Grande Instance du lieu de la vente, et ne pourra avoir effet que par un dire fait au bas de l'enchère et du jour où la déclaration aura été faite au poursuivant, au domicile de son Avocat.

Les actes d'exécution, ceux sur la folle enchère, les exploits d'offres réelles, et d'appel, et tous autres seront valablement signifiés au domicile élu.

Les dispositions ci-dessus seront applicables aux héritiers, représentants, cessionnaires et à tous autres ayants-cause.

ARTICLE DIX-NEUF — MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le juge-commissaire soit :

SIX CENT MILLE EUROS (600 000 euros) avec faculté de baisse de mise à prix d'un quart puis d'un tiers à défaut d'enchère.

Fait et rédigé à PARIS, le

Par Maître Marie-Claude AZAN - BERGHEIMER, Avocat poursuivant.

Approuvé lignes, mots rayés nuls et renvois.